



PPCR, l'arnaque !

N'attendons plus pour agir ensemble pour nos salaires

Les mesures et annonces gouvernementales se succèdent concernant nos salaires. Elles ne font que confirmer les motivations qui avaient conduit **la CGT**, au contraire d'autres organisations syndicales, à refuser de signer le PPCR.

■ Report des mesures 2018

Dès le début, la CGT dénonçait le non-financement des maigres mesures positives contenues dans le PPCR. En effet, les légères augmentations indiciaires étalées jusqu'en 2020 n'étaient, par exemple, pas financées.

En terme de revalorisation salariale de nos métiers, ce n'étaient que des promesses gouvernementales qui n'engageaient que celles et ceux qui voulaient y croire. Élections et rentrée passées, le gouvernement s'est empressé d'annoncer le report de toutes les mesures d'augmentation d'indice prévues pour 2018. Il faudra attendre au mieux l'année 2019 pour en voir un début de concrétisation (si pas de nouveau report).

■ Pour les contractuel·les : triple peine !

Déjà mal payé·es pour le même travail, l'ensemble des non-titulaires a été exclu de toute mesure salariale lors des maigres évolutions PPCR de l'année passée. En cette rentrée, les quelques collègues contractuel·les qui ont obtenu leur concours sont souvent confronté·es à des reclassements plus défavorables du fait des nouvelles grilles.

■ N'acceptons pas le recul de nos salaires

Avec le retour du gel du point d'indice dès 2018, après un bien léger dégel en 2017, avec la nouvelle augmentation prévue de la retenue pour pension civile, sans compter le rétablissement du jour de carence, c'est une véritable attaque contre nos salaires que mène le gouvernement.

Ainsi, la majorité des personnels verra son salaire net baissé en janvier 2018.

La hausse de 1,7 point de la CSG est également scandaleuse.

D'une part, elle sape les fondements de notre sécurité sociale en transférant une part des cotisations salariales vers l'impôt.

D'autre part, si cette hausse sera intégralement compensée en janvier, ce sera sous forme indemnitaire (non prise en compte pour le calcul des pensions de retraite).

De plus, cette indemnité compensatoire ne sera pas revalorisée lors des hausses salariales (avancement ou revalorisation indiciaire). C'est donc une perte sèche sur la carrière des agent·es publics/ques.

La CGT Educ'action revendique pour tous les personnels :

- ↗ Un doublement minimum du traitement entre le début et la fin de carrière ;
- ↗ Un déroulement de carrière de 35 ans maximum avec un seul grade ou classe par corps réparti sur 20 échelons maximum ;
- ↗ Une accélération en début de carrière sur les deux premières années ;
- ↗ Une intégration de l'ensemble des primes et indemnités dans le traitement indiciaire ;
- ↗ Une augmentation immédiate pour tous les personnels de 400 € ;
- ↗ L'indexation de la valeur du point d'indice au minimum sur l'indice des prix à la consommation.

Après la journée de grève réussie du 10 octobre et la mobilisation du 16 novembre dans la Fonction publique, il serait temps dans l'unité, de se mobiliser toutes et tous ensemble pour nos salaires.

■ Hors classe pour tou.tes : une promesse qui n'engage que celles et ceux qui l'écoutent

Le ministère s'est engagé à ce que l'ensemble des personnels enseignants et d'éducation puisse atteindre la hors-classe pour une carrière complète. Pourtant, il n'apporte aucune garantie réglementaire permettant, lors des commissions paritaires, de s'assurer de la réalité de cette promesse.

Cependant si le ministère tient à ce que chaque collègue puisse atteindre les indices correspondant à ce grade, il suffirait, comme le revendique la CGT Éduc'action, de supprimer la hors-classe et d'y substituer 3 échelons supplémentaires pour la classe normale, accessibles par tou.tes au même rythme.

■ Classe exceptionnelle : l'arbitraire au centre

Une des raisons qui avait amené la CGT à refuser de signer le PPCR, résidait dans les modalités d'accès à la nouvelle classe exceptionnelle qui était conçue comme un grade d'accès fonctionnel excluant, dès le départ, la majorité des personnels.

En effet, ce grade ne concerne que 10% des personnels des corps concernés. 80% des heureux-ses élu-es auront dû exercer des missions particulières au cours de leur carrière (direction d'école, 8 années en éducation prioritaire...)

D'autres organisations, favorables au PPCR, préféraient, pourtant, y voir une possibilité de revalorisation.

Les critères retenus par le ministère placent bien l'arbitraire au centre, puisque c'est l'avis du recteur ou de la rectrice qui primera dans tous les cas pour l'accès à cette classe exceptionnelle.

Résultat : loin d'être une revalorisation du métier, cette classe exceptionnelle risque d'introduire encore plus d'arbitraire et de pratiques individualistes et clientélistes dans nos métiers.

La CGT Éduc'action exige l'abandon de ce grade injuste qui remet en cause la Fonction publique de carrière au profit d'une Fonction publique d'emploi.

■ Report de la « pseudo catégorie A » des travailleur/euses sociaux-ales : le mépris du gouvernement

Après la promesse d'une catégorie A au rabais, puis celle d'une mise en œuvre début 2018, les travailleurs-euses sociaux-ales subissent un affront de plus avec l'annonce du report d'un an de son application.

Au « rendez-vous salarial » du 17 octobre 2017, Gérald Darmanin a annoncé le report d'un an de la mise en œuvre du PPCR et donc du passage en fausse catégorie A des travailleurs-euses sociaux-ales.

Pour la filière sociale, si certaines organisations syndicales, à coup d'audiences et de pétitions, se sont félicitées d'avoir obtenu le passage en « catégorie A » au 1er juillet 2018 - en réalité un ersatz de A, inférieur à celui des infirmier-ères – la situation est revenue au point de départ avec un report courant 2019 !

La CGT a rejeté le protocole PPCR en raison notamment de son insuffisance à valoriser véritablement les carrières. Pour arriver à ses fins, le gouvernement n'avait pourtant pas hésité à utiliser le chantage d'un passage en catégorie A des assistant-es sociaux-ales... Les organisations syndicales signataires du PPCR avaient alors accepté de remettre en cause les spécificités de ces métiers contre une promesse de passage en catégorie A au rabais. Elles s'insurgent désormais d'avoir été trompées !

Pour la CGT Éduc'action il est inacceptable que le gouvernement cherche une fois de plus à faire des économies sur le dos des agent-es.

Elle revendique l'accès à la catégorie A type (attaché-es) avec le reclassement des AS sur le 1^{er} grade de catégorie A-type et des CTSS sur le 2^{ème} grade du A-type.

Pour agir, rejoignez la CGT Éduc'action Mayotte !

cgt.mayotte@gmail.com – 0639 94 05 98 – www.cgteducactionmayotte.com